

Plusieurs résolutions adoptées pour renforcer la paix dans la région des Grands Lacs

@rib News, 26/02/2022 – Source Xinhua Les chefs d'Etats membres du Mécanisme régional de suivi (MRS) de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba ont adopté jeudi à Kinshasa plusieurs résolutions pour renforcer la paix et la coopération dans la région des Grands-Lacs et plus particulièrement en République démocratique du Congo (RDC).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Ces résolutions font partie des recommandations faites par sept chefs d'Etats et de gouvernement dans la sous-région (l'Afrique du Sud, l'Ouganda, l'Angola, le Congo-Brazzaville, la Centrafrique, le Burundi et la RDC), à l'issue du 10e sommet du MRS de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs. Cet accord a été signé le 24 février 2013 dans la capitale éthiopienne avec des engagements fermes pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité en RDC et dans la sous-région, l'une des plus en proie au chaos dans le monde. À en croire le communiqué final, les chefs d'Etats, tout en jouissant des démarches multipliées entre les pays signataires, ont affirmé leur résolution à mettre en œuvre pleinement l'Accord-cadre qui permet de s'attaquer efficacement aux causes et aux facteurs de conflit et d'instabilité dans la région. Le sommet a particulièrement salué le rapprochement entre le Burundi et le Rwanda, tout en encourageant ces deux pays africains à continuer de prendre des mesures pour normaliser pleinement leurs relations. Les pays signataires se sont également félicités de la réouverture du poste-frontière de Gatuna-Katuna entre l'Ouganda et le Rwanda le 31 janvier dernier, recommandant dans le même temps que le dialogue se poursuive entre les deux pays afin de remédier aux questions en suspens. "Il est important de continuer de dialoguer et d'éliminer les tensions lorsque celles-ci apparaissent ou persistent par les voies politiques et diplomatiques. Nous encourageons l'Ouganda, le Burundi, ainsi que le Rwanda à continuer de dialoguer afin de régler toute question en suspens et de rétablir pleinement les relations de bon voisinage", peut-on lire dans le communiqué final. Concernant la situation sécuritaire en RDC, les chefs d'Etats et gouvernement ont salué les progrès notables suite aux opérations militaires menées par les Forces armées congolaises (FARDC) avec l'appui de la mission onusienne en RDC (MONUSCO) contre les groupes armés qui sèment des graines d'autorité dans l'est du pays. Prenant note des opérations militaires RDC-Ouganda en cours contre les rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) dans le nord-est de la RDC, le sommet a félicité les engagements des autorités de deux pays pour respecter les droits humains et le droit international humanitaire lors de ces opérations. C'est sur cette même ligne que les autorités de la région des Grands Lacs ont encouragé la RDC et la République centrafricaine (RCA) à poursuivre et à intensifier avec le soutien de la MONUSCO et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en RCA (MINUSCA), la lutte contre les forces négatives. Neuf ans après la signature de l'Accord-cadre, les objectifs de départ restent globalement encore à atteindre, a indiqué la cellule de communication de la présidence congolaise, ce qui justifie la tenue de ce 10e sommet. Depuis la signature de cet accord en 2013, les six premières réunions de haut niveau ont eu lieu en marge des assemblées générales de l'ONU et de l'Union Africaine. Depuis 2016, les présidents des pays signataires ont décidé d'organiser ces sommets de manière rotative dans chacun des pays, respectivement en Angola en 2016, puis au Congo-Brazzaville en 2017 et en Ouganda en 2018. L'organisation tardive de la 10e réunion à Kinshasa est justifiée par les restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Le Burundi a accepté d'abriter le 11e sommet qui se tiendra en 2023.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});